



Séance du Comité Syndical du SMEP de la région de Jurançon du 17 avril 2025

Le 17 avril 2025, à 18 heures 00, le Comité du Syndicat Mixte de l'Eau Potable de la région de Jurançon s'est réuni dans les locaux du SMEP à Jurançon, sur convocation de Monsieur le Président, publiée le 7 avril 2025 et transmise par voie électronique le 7 avril 2025, et sous la présence de ce dernier.

PRESENTS : M. BERNOS Michel, M. PATRIARCHE Nicolas, M. DUDRET Victor, M. POURTAU Xavier, M. RHAUT Jean-Christophe, M. COUTO Benoît, M. MORA Pascal, M. NAHON André, Mme MARQUE Christine, M. CABANNE Pascal, M. FAUX Jean-Pierre, M. MAUBOULES Patrick, M. PARIS Gérard, M. LASSALLE Philippe, M. CLAVERIE Didier, M. POILLION Jean, M. MALO Serge, Mme BERTRANINE Marie, Mme HORROD Vanessa, M. LESCUEDE Frédéric, M. BURON Patrick, M. VERMESSE Bruno, M. BÉGUÉ Gérard, M. LABAT Léopold, Mme JOUANINE Marie-Hélène, Mme CORMY Céline.

ABSENTS EXCUSES : M. DAVANTES Jean-Charles (représenté par M. COUTO Benoît, délégué suppléant), M. CAPERET Alain, Mme DAUGAS Sylvie, M. MAZODIER Frédéric, M. CARRIQUIRY Gérard, Mme BELAYGUE Dominique, M. GAUZERE Guy, M. ROTH Patrick, M. SOUDAR Denis, M. BERTRANINE-CHANQUET Serge (représenté par Mme BERTRANINE Marie, déléguée suppléante), M. GERMAIN Eric (représenté par Mme HORROD Vanessa, déléguée suppléante), M. PEDEFLOUS Roger (représenté par M. LESCUEDE Frédéric), M. DUMAS François, Mme HOURCADE-MEDEBIELE Véronique, M. RANGOTTE Pierre (représenté par Mme CORMY Céline, déléguée suppléante).

ABSENTS MAIS AYANT DONNÉ POUVOIR : M. URBAN Jean-Claude a donné procuration à Mme MARQUE Christine, M. LACRABERE Francis a donné procuration à M. LABAT Léopold, M. BERNIARD Claude a donné procuration à M. BERNOS Michel.

Secrétaire de séance : Didier CLAVERIE

Délibération n° 15-2025 – Adhésion au Service Intercommunal Territoires et Urbanisme de l'APGL au titre de la cotisation « Territoires » : dispositif Géo 64

Rapporteur : Monsieur Michel BERNOS

Monsieur le Président rappelle que par une mutualisation de leurs besoins et de leurs moyens, les collectivités des Pyrénées-Atlantiques se sont dotées de services d'expertise, d'appui et de conseil locaux, qu'elles utilisent en temps partagé.

Ont ainsi été mis en place le Service Intercommunal Administratif, chargé d'aider les autorités territoriales et leurs collaborateurs dans la gestion des problèmes administratifs locaux, le Service Intercommunal du Patrimoine et de l'Architecture, intervenant de la même manière dans le domaine du bâtiment, le Service Intercommunal du Numérique permettant aux collectivités de s'informatiser et d'utiliser des logiciels professionnels dans des conditions de bonne sécurité technique et économique, le Service Intercommunal Territoires et Urbanisme répondant aux attentes des collectivités en la matière et le Service Intercommunal Voirie Réseaux Aménagement qui fournit aux collectivités adhérentes une assistance en matière d'aménagement des espaces publics, de voirie, d'ouvrages d'arts, d'espaces verts et de réseaux divers.

Ces services sont gérés par l'Agence Publique de Gestion Locale, qui est un syndicat mixte regroupant les communes et les établissements publics adhérant aux divers services.

Pour tous les services, le mode d'adhésion est souple : la collectivité adhère à l'Agence par simple décision de son organe délibérant, cette délibération valant acceptation des statuts de l'Agence et du ou des règlements d'intervention des services pour lesquels l'adhésion est décidée. Symétriquement, la collectivité peut se retirer de tel ou tel service ou de l'Agence, à sa seule initiative et par simple délibération, la décision prenant effet au 1er janvier de l'année suivante.

L'Agence Publique de Gestion Locale (APGL) propose une plateforme SIG (Système d'Information Géographique) web, c'est-à-dire accessible par Internet, intitulée Géo64, mettant à disposition des collectivités un ensemble de couches d'informations (notamment un fond topographique, le plan et la matrice cadastrale, les photos aériennes, ...), de fonctionnalités et de modules métier.

Compte-tenu de l'intérêt de ce projet pour le Syndicat, Monsieur le Président propose donc d'adhérer au Service Intercommunal Territoires et Urbanisme au titre de la cotisation « Territoires » afin de pouvoir se doter du SIG Géo64.

Monsieur le Président indique qu'une participation supplémentaire correspondant serait appelée par l'Agence selon les modalités décrites dans le règlement d'intervention de son service « Territoires et Urbanisme ». La cotisation « Territoires » est fixée au 1^{er} janvier 2025 à 0,69 € par habitant, avec un minimum de 1 238 € et un maximum de 4 249 €, pour les syndicats.

Invité à se prononcer sur cette question,

L'Assemblée délibérante après avoir entendu le Président dans ses explications complémentaires et après en avoir délibéré,

- DÉCIDE** d'adhérer à l'Agence Publique de Gestion Locale pour le Service Intercommunal Territoires et Urbanisme au titre de la cotisation « Territoires » ;
- ADOpte** en conséquence les statuts de l'Agence et le règlement d'intervention du service en cause ;
- PRÉCISE** que les crédits afférents sont prévus au budget 2025.

Au moment du vote de la délibération :

En exercice : 39 Nombre de présents : 26 Pouvoirs : 3 Nombre de votants : 29

Vote – Pour : 29 / Contre : 0 / Abstention : 0

Fait à JURANÇON et délibéré, les jours, mois et an que dessus,
Pour extrait certifié conforme.

Signature du Président :
Michel BERNOS

Signature du secrétaire de séance :
Didier CLAVERIE



Syndicat Mixte d'Eau Potable
de la région de Jurançon

